SELON LA BANQUE D'ALGÉRIE

Il y a trop d'espèces en circulation

Il y a trop de pièces de monnaie et de billets en circulation, constate le Conseil de la monnaie et du crédit auprès de la Banque d'Algérie.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Réuni lundi dernier en session ordinaire, ce Conseil constate, selon le communiqué final, que la croissance de la monnaie fiduciaire (pièces et billets) a été élevée (22,5%) en 2011.

De plus en plus récurrente dans les analyses de la Banque centrale et dans le discours de son gouverneur, Mohamed Laksaci, cette croissance est plus élevée, relève le CMC, que celle de la masse monétaire (19,5%) contre 13,8% en 2010. Pour autant, la Banque d'Algérie estime que la stabilité monétaire est «préservée» dans la mesure où l'inflation a été proche de l'objectif cible de 4%. Dans ce contexte, le Conseil de la monnaie constate que les crédits à l'économie ont «significativement» augmenté en 2011, de 20%, par rapport à l'année 2010 (15,6%, «en situation de conditions financières rendues plus favorables par les mesures de soutien prises par les pouvoirs publics». Or, cette croissance des crédits à l'économie, «conjuguée à l'expansion des dépenses budgétaires, cette dernière alimentant la formation de l'épargne financière des entreprises et des ménages», a contribué à la forte progression de la masse monétaire, relève le communiqué.

Pour l'année 2012, le Conseil estime que l'agrégat monétaire M2 (monnaie fiduciaire, dépôts à terme et à vue) devrait progresser de 12%, en escomptant une dynamique de distribution des crédits bancaires, notamment vers les PME.

La création de la centrale des risques boostée

Dans ce contexte, le projet de centrale des risques pour les ménages et les entreprises, annoncée depuis des années, semble maintenant en bonne voie de concrétisation.

Ainsi, le Conseil de la monnaie et du crédit a approuvé un projet de règlement portant organisation et fonctionnement de cette centrale. Selon le communiqué de l'autorité monétaire et financière, ce projet de règlement vise à «introduire des mesures d'ordre stratégique conduisant à l'amélioration de la performance de la Centrale et de la qualité de l'information partagée par les participants ainsi qu'à consacrer la protection des bénéficiaires des crédits».

Photo : Samir Sid.

Laksaci estime qu'une forte progression de la masse monétaire a été enregistrée en 2011.

D'autre part, la Banque d'Algérie constate que l'année 2011 a été marquée par une «stabilité financière externe renforcée, elle-même portée à la fois par l'amélioration de la position financière externe et par un taux de change effectif réel du dinar à l'équilibre». Et cela même si l'amélioration de la position externe est due, au demeurant, à la bonne tenue des prix du brut et que la politique monétaire de la Banque d'Algérie suscite encore la controverse malgré son orthodoxie.

C. B.

LA BA L'AGRÉE

Le capital de la Trust Bank porté à 13 milliards de dinars

Le capital de la Trust Bank Algeria est porté de 10 milliards de dinars à 13 milliards de dinars. Lors de sa récente session, le Conseil de la monnaie et du crédit auprès de la Banque d'Algérie a agréé cette augmentation de capital.

Toutefois, le communiqué de l'autorité monétaire précise que cette augmentation a été approuvée «sans modification de l'actionnariat».

Créée en 2002, la Trust Bank Algeria est une banque étrangère de droit algérien, dont l'essentiel des capitaux est détenu par Trust Algeria Investment, Jordan expatriates investments Holding Company et Trust Algeria Assurances et Réassurance. Le 12 janvier dernier, la commission bancaire de la Banque d'Algérie avait placé cette banque privée sous administration provisoire, dans le cadre d'une mesure conservatoire et conformément aux dispositions de la loi sur la monnaie et le crédit.

C. B.

ELLES SE SITUENT À 3,6 MILLIARDS DE DOLLARS EN JANVIER

La baisse des importations reste peu significative

La baisse des importations à 3,6 milliards de dollars en janvier 2012 manque d'être significative, dans la mesure où la structure des achats n'a pas réellement changé et bénéficie du facteur hydrocarbures.

Les indicateurs du commerce extérieur de l'Algérie s'affichent au vert. En se référant aux chiffres du Centre national de l'informatique et des statistiques (Cnis), relevant des Douanes nationales, l'Algérie a réalisé un excédent commercial de 2,22 milliards de dollars en janvier 2012, en hausse de 91% par rapport à la même période de 2011 (1,16 milliard de dollars).

Selon le Cnis, les exportations ont atteint 5,82 milliards de dollars contre 5 milliards de dollars, en hausse de 16,33% tandis que les importations se sont établies à près de 3,6 milliards de dollars contre 3,84 milliards de dollars, en baisse de 6,28%. Soit une couverture des importations par les exportations qui atteint 162% en janvier 2012 contre 130% le même mois de l'année dernière.

Cette amélioration du commerce extérieur, le Cnis l'explique essentiellement par la hausse des exportations des hydrocarbures de plus de 14,6% à 5,61 milliards de dollars, «grâce à la bonne tenue des prix du brut», selon la même source. Or, ces indicateurs positifs ne confirment de facto que la poursuite de la dépendance des hydrocarbures, qui représentent 96,37% du volume global des expéditions à l'international.

Et d'autant que même si les exportations hors hydrocarbures ont connu une «importante» augmentation de 90%, celle-ci est cependant remarquable pour les produits dérivés du pétrole. Or, l'euphorie n'est pas de mise. Certes, les importations ont, en janvier dernier, diminué de 6,28% par rapport à la même période de 2011, en raison, selon le Cnis d'une diminution de plus de 29% des biens d'équipements industriels (véhicules de transport, appareils, transformateurs électriques) dont le montant est passé de 1,54 milliard en janvier 2011 à 1,09% à la même période en 2012. Et cela même si les autres produits d'importation, notamment les céréales et les laits, ont tous connu des hausses. Or, cette baisse des importations en janvier dernier manque d'être réellement significative.

Certes, elle peut s'expliquer par des retards de livraison des commandes à l'international pour des raisons d'ordre logistique et portuaire notamment, et non liés au demeurant au facteur climat. En effet, les données du Cnis se réfèrent à une période de temps antérieure aux récentes intempéries et prennent en compte des commandes déjà enregistrées. Néanmoins, cette diminution reste toute relative, dans la mesure où les fluctuations des prix et volumes doivent être prises en compte non sur une période mensuelle mais sur une période plus longue. Or, la structure des achats à l'étranger n'a pas réellement changé, restant toujours à la hausse pour les biens alimentaires notamment.

Voire, l'amélioration relative du pouvoir d'achat des Algériens, dont le modèle de consommation s'oriente davantage vers l'importation, ainsi que l'insuffisante offre interne, encouragent a contrario la hausse de l'importation. Sans omettre le fait que les importations, tant celles des intrants de fabrication que des biens de consommation alimentaires ou non, sont financées grâce aux recettes d'exportation d'hydrocarbures !

En d'autres termes, le facteur hydrocarbures étant déterminant, la diminution des importations constatée en janvier dernier et qui pourrait se répéter en février à cause des intempéries risque de constituer encore un leurre.

C. B.

LES EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES DE L'ALGÉRIE SONT EN HAUSSE

Des chiffres prometteurs pour ce début d'année

A la fin du mois de janvier, les exportations hors hydrocarbures ont été estimées à 211 millions de dollars contre 111 millions de dollars à la même période de l'année précédente.

En hausse de 90%, cette augmentation a été tirée à partir des exportations des produits pétroliers dérivés, a annoncé, hier, le Centre national de l'informatique et des statistiques des Douanes (CNIS). Les principaux produits exportés durant le premier mois de l'année 2012 ont tous connu des hausses, à l'exception des sucres de canne de betterave avec des baisses de -86,2% et des eaux avec - 11,85%, indique la même source.

La hausse la plus importante a été enregistrée par les huiles et produits provenant de la distillation des goudrons. Autres dérivés des hydrocarbures, les alcools acycliques ont également connu une hausse de 232%, passant de 1,70 million de dollars en janvier 2012 à 5,65 millions USD, suivis par les ammoniacs anhydres (+161%) à 44,3%, l'hydrogène et gaz rares (+24%) à 5,4 millions USD et le phosphate de calcium (+13%). Pour les produits alimentaires, seules les dattes ont enregistré une hausse de 11,32% pour une valeur de 1,77 million USD contre 1,59 million USD à la même période l'année écoulée.

Les exportations de dattes ont entamé leur augmentation dès 2010 avec une hausse de 2,69%. Par ailleurs, les Douanes relèvent une légère hausse en janvier dernier des exportations des peaux tannées (1,6%). Malgré cette amélioration, les exportations algériennes hors hydrocarbures demeurent «faibles» avec seulement 3,63% du volume global des exportations qui restent dominées par les hydrocarbures (près de 97%) durant le premier mois de 2012.

L'Agence nationale de promotion des exportations hors hydrocarbures (Algex) relève que la liste des produits exportés peut paraître a priori relativement importante (près de 900 sous-positions tarifaires), ce qui peut être apprécié comme révélateur d'un large potentiel.

Mais, ajoute l'agence, le taux et la valeur des exportations hors hydrocarbures du volume global des exportations algériennes restent «relativement faibles et peu diversifiés», malgré cette «importante évolution». Les dix premières sous-positions exportées représentent près de 80% des exportations dominées par les dérivés des hydrocarbures.

Les exportations hors hydrocarbures de l'Algérie ont atteint 2,15 mds USD en 2011, en progression de 41% par rapport à 2010, année durant laquelle elles ont connu une «importante» hausse de 52%, soit 1,52 md USD.

Les mesures d'encadrement et d'accompagnement de l'appareil de production prises les dernières années commencent à porter leurs fruits et le résultat enregistré au cours des deux dernières années, notamment en 2011, devrait être plus «important» dans les prochaines années, selon les experts. La démarche nationale en matière de promotion du développement économique vise à valoriser les ressources naturelles du pays, la substitution à l'importation et la diversification de la production nationale ainsi que la promotion des exportations.

Darine Hassani/APS